



Conseil économique et social

Distr. générale
1^{er} décembre 2012
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante et unième session

6-15 février 2013

Suite donnée au Sommet mondial

pour le développement social

et à la vingt-quatrième session extraordinaire

de l'Assemblée générale : thème prioritaire :

promouvoir l'autonomisation dans les domaines

de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale,

du plein emploi et du travail décent pour tous

Déclaration présentée par la Society of Catholic Medical Missionaries, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué en application des paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

Déclaration

Des millions de personnes du monde entier aspirent profondément à être intégrées à la société et à échapper à la pauvreté par le plein emploi et un travail décent. Partout, le mécontentement augmente et l'aggravation des inégalités engendre des manifestations et des violences, aussi bien dans les pays pauvres que dans les pays développés. La richesse est concentrée entre les mains de quelques-uns et beaucoup basculent dans la pauvreté et l'exclusion. Au niveau mondial, ceci n'est pas le signe d'une société qui favorise l'intégration. La lutte contre la pauvreté nécessite des approches et des partenaires multiples axés sur des politiques propres à créer une société juste et qui favorise l'intégration. Nous, membres de la Society of Catholic Medical Missionaries, nous félicitons des efforts déployés par les Nations Unies pour traiter cette question et rechercher des solutions au niveau mondial.

Inégalités au niveau mondial

La population mondiale est estimée à plus de 7 milliards de personnes, dont les 20 % les plus riches détiennent 87 % de la richesse mondiale tandis que les 20 % les



pauvres en détiennent moins de 1 %. L'Organisation des Nations Unies classe 47 pays dans la catégorie des pays les moins avancés, qui représentent la tranche la plus pauvre et la plus faible de la communauté internationale. Seuls 16 % de la population de ces pays ont accès à l'électricité, contre 53 % de la population des pays en développement et 99 % de la population des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Mais, même dans ces derniers, le revenu moyen des 10 % les plus riches est d'environ neuf fois celui des 10 % les plus pauvres. S'il est vrai que la mondialisation a engendré un accroissement de la richesse monétaire, la répartition de celle-ci tend à être plus inégale, au niveau tant international que national. Or, le pouvoir politique des gouvernements, pour protéger les pauvres et les laissés-pour-compte, diminue de jour en jour, car ils sont indûment influencés par les riches et les cupides.

Conséquences des inégalités

Partout, du Caire à New York en passant par New Delhi, les gens descendent dans la rue pour exprimer leur colère contre le fort chômage, la flambée des prix alimentaires et l'injustice généralisée, ainsi que leur refus de s'y résigner. La société actuelle court au désordre et à la catastrophe écologique. Partout, les gens exigent que les gouvernements agissent par des politiques fondées sur la démocratie, les droits de l'homme et la solidarité mondiale.

Le modèle de développement capitaliste, en particulier appliqué dans le système néolibéral dominant, ramène le développement à la croissance de la production et préfère les droits et libertés du capital à ceux des personnes et à la protection de l'environnement. La domination de l'économie mondiale par les institutions financières et les multinationales des pays développés et l'intensification de l'exploitation des travailleurs et des ressources afin d'en tirer un profit illimité entraînent non seulement l'aggravation de la faim, des inégalités, de la privation de terres et des migrations forcées, mais également des conflits et des guerres.

Au XXI^e siècle, il est inadmissible qu'il existe 870 millions d'affamés et une armée de chômeurs. Chaque fois qu'un enfant meurt de faim ou de malnutrition, chaque fois qu'une personne recourt à la violence, contre elle-même ou contre la société, c'est un cri d'alarme qui est poussé, rappelant que la société n'est pas sur la bonne voie. Les catastrophes naturelles, comme l'ouragan Sandy, montrent aussi qu'il est grand temps de changer de mode de vie et de perspectives, en particulier dans les pays développés.

Autonomiser la personne

Le plein emploi productif et le travail décent devraient être mis au centre même des politiques économiques et sociales. Par exemple, les 500 millions de petits exploitants qui sont la cheville ouvrière de la production alimentaire mondiale doivent être autonomisés, nombre d'entre eux vivant dans la pauvreté. La sécurité alimentaire ne peut être renforcée qu'en aidant les producteurs locaux. Or, les agricultrices sont encore plus touchées par l'insécurité alimentaire, faute d'accès à la terre, aux ressources ou aux marchés.

Il faut mettre au point des politiques et des procédures pour maîtriser et interrompre l'accaparement des terres et des océans par les multinationales, qui, partout dans le monde, sapent les moyens de subsistance de millions de pêcheurs traditionnels et de petits exploitants. L'épuisement des ressources naturelles pour

atteindre des objectifs à court terme ne peut qu'aggraver la pauvreté et la faim. Il faut particulièrement aider et protéger les personnes fragilisées par leur âge, leur handicap ou la discrimination ainsi que les victimes de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme. Toutes les autorités, nationales ou locales, devraient rendre la protection sociale pour tous obligatoire.

Crise de la dette souveraine

La rencontre extraordinaire organisée récemment par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et la Deuxième Commission de l'Assemblée générale sur les crises de la dette souveraine et sa restructuration, les enseignements tirés et les propositions de mécanismes de règlement de la dette a montré le rôle de l'Organisation des Nations Unies face aux problèmes économiques actuels. Comme l'a dit le professeur Kenneth Rogoff, la crise actuelle est sans exemple dans l'histoire de l'humanité. Le débat a mis en évidence la relation entre les déclinés financier, politique et moral du système actuel, qui privilégie les bailleurs de fonds. Vu la faiblesse de ce système, il faut de nouvelles initiatives, telles que des prêts et des emprunts circonspects. Où que ce soit, chaque homme, femme ou enfant qui a faim est une victime de ces politiques iniques; il est donc essentiel d'en changer.

Objectifs de développement durable et programme de développement pour l'après-2015

Entre autres résultats de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, l'établissement d'un ensemble d'objectifs en la matière et le programme de développement pour l'après-2015 devraient inciter les gouvernements à s'attaquer aux problèmes susmentionnés. Le processus devrait prévoir la pleine participation de la société civile à la réalisation d'objectifs mesurables et ciblés, visant à assurer à tous un avenir viable. Nous devons tirer la leçon des erreurs passées et adopter des politiques favorisant un développement global, juste et durable.

Recommandations à l'Organisation des Nations Unies et à ses États Membres

- Mettre en place des politiques visant à annuler la dette souveraine des pays très vulnérables afin qu'ils puissent réinvestir dans le développement social
- Assurer la sécurité et la souveraineté alimentaires au moyen de politiques qui appuient les petits exploitants et les agricultrices, en leur garantissant l'accès à la terre, à l'eau et aux biens de première nécessité
- Fournir une protection sociale, telle que la sécurité alimentaire, aux plus vulnérables : personnes âgées ou handicapées, victimes de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme, personnes en situation d'extrême pauvreté
- Limiter l'exploitation des ressources naturelles par les industries extractives et multinationales et éviter la surexploitation des zones de pêche et des terres agricoles par les grandes entreprises en modifiant les politiques internationales, en particulier énergétiques. Adopter des règles rigoureuses et contraignantes sur les comptes à rendre

- Mettre au point des mécanismes réglementant les institutions financières internationales et nationales, y compris les banques, afin d'en garantir la transparence et la responsabilisation

Conclusion

Il faut accorder une attention immédiate aux troubles et à la violence que connaît le monde du fait de l'aggravation des inégalités. L'extrême pauvreté est une forme de violence et une violation des droits de l'homme. L'ONU joue un rôle central dans l'élaboration des politiques de lutte contre la pauvreté. Nous devons protéger les personnes vulnérables et sauvegarder les ressources naturelles pour assurer le bien-être de tous. Sur la voie d'un avenir durable pour tous, l'autonomisation des personnes est le meilleur moyen d'éliminer la pauvreté et de lutter contre la violence.

Note : La responsabilité de cette déclaration est assumée par les organisations non gouvernementales suivantes, dotées du statut consultatif auprès du Conseil : Congrégation de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, Compagnie des Filles de la charité de Saint-Vincent-de-Paul, Dominican Leadership Conference, International Presentation Association of the Sisters of the Presentation, Salesian Missions, Sisters of Mercy of the Americas.